



Bombarder les civils en Syrie, ce n'est pas la guerre mais un crime

L'invitée

Petra Schroeter
Directrice de Handicap International Suisse



La communauté internationale n'est pas parvenue à enrayer la folie d'un conflit qui dure depuis six ans. Et les résolutions peu nombreuses et trop tardives du Conseil de sécurité des Nations Unies n'ont pas su venir au secours d'un peuple à l'agonie.

La guerre en Syrie et la crise qu'elle engendre dans toute la région s'imposent pourtant comme une catastrophe humanitaire d'une ampleur inégalée depuis la Seconde Guerre mondiale, tant par le nombre de personnes déplacées que par le nombre de pays touchés.

Le bilan humain est si démesuré qu'il donne le vertige: 400 000 morts et près de 2 millions de blessés. Toute une génération souffrira des séquelles sur le long terme et des décennies seront nécessaires pour remettre le pays debout une fois le conflit terminé.

Les bombardements et pilonnages d'une intensité inouïe sur la population civile sont devenus la règle. En 2016, ils ont atteint un seuil épouvantable avec des effets dévastateurs sur les Syriens et les infrastructures essentielles du pays. Huitante-quatre écoles ont été ciblées et une centaine d'attaques ont entraîné la destruction d'hôpitaux ou centres de santé. Un chiffre est particulièrement révoltant: 83% des victimes sont des civils.

L'utilisation intensive des armes explosives en zones peuplées est une des causes premières du déplacement en masse des Syriens. La moitié de la

population est déplacée, soit 11 millions de personnes. Parmi elles, 5 millions se sont résolues à trouver refuge dans les pays voisins (Liban, Jordanie et Irak), où bon nombre peinent à trouver de quoi se nourrir et se loger.

Terrorisés par les bombardements successifs, les Syriens se déplacent jusqu'à 25 fois avant de trouver un refuge sûr. Ces déplacements multiples sont la cause de situations de grande précarité et d'une grave détresse psychologique.

Cet usage massif d'armes explosives en zones peuplées et sur les infrastructures civiles est une pratique qui viole gravement le droit international humanitaire. Ce dernier impose de protéger les civils lors de conflits, de

«Un impératif humanitaire qui ne semble jamais avoir été pris en compte dans cette guerre»

les distinguer des combattants lors d'attaques et de permettre de leur acheminer de l'aide. Un impératif humanitaire qui ne semble jamais avoir été pris en compte dans cette guerre.

C'est pour mettre fin à ces pratiques inadmissibles que Handicap International a lancé la campagne internationale «Stop aux bombardements des civils!» Destinée à aboutir à une déclaration politique en 2018, elle appelle les Etats à prendre des mesures immédiates pour mettre fin à l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Car bombarder les civils ce n'est pas la guerre, c'est un crime!